

FESPAM 2023

Une cérémonie d'ouverture haute en couleurs



Le président de la République a donné, le 15 juillet, le coup d'envoi de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam). « Que la fête soit belle », a lancé Denis Sassou N'Guesso dans un stade Alphonse-Massamba-Débat illuminé aussitôt par un impressionnant feu d'artifice avant le début d'un show palpitant de plusieurs heures. Auparavant, le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, le commissaire général du Fespam, Hugues Gervais Ondaye, le représentant de l'Unesco, Paul Coustere, saluaient tour à tour la fête de la musique africaine. La ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Lydie Pongault, a indiqué pour sa part : « Ce festival est l'occasion de repenser ensemble la conservation de notre patrimoine musical, mais aussi de poser les bases qui permettront de structurer les industries culturelles et créatrices ».

Page 16

Le président Denis Sassou N'Guesso ouvrant la 11^e édition du Fespam

FLAMBÉE DES PRIX

Les Brasseries et la cimenterie Dangoté rappelées à l'ordre



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ordonné la suspension des nouveaux tarifs publiés par les Brasseries et la cimenterie Dangoté, en attendant la détermination, de commun accord, de niveaux d'augmentation à appliquer aux produits de première nécessité sur l'ensemble du territoire national. Sur instruction

du stock de ciment dans un entrepôt. Du chef du gouvernement, le ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, a, pour sa part, enjoint les deux Brasseries (Brasco et Bralico) ainsi que le cimentier Dangoté de revenir aux tarifs fixés antérieurement jusqu'à l'obtention d'un compromis.

Page 3

EPIDÉMIE DE SHIGELLOSE

La population invitée à observer les mesures d'hygiène

Suite à la déclaration, le 11 juillet, de l'épidémie de shigellose à l'origine de décès dans les départements du Niari et de Pointe-Noire, le ministère de la Santé invite la population au respect des pratiques générales de salubrité des aliments. « Le gouvernement est en train de prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre à cette urgence sanitaire et exhorte la population congolaise à faire recours aux services de santé les plus proches, devant tout cas suspect », indique le communiqué du ministère révélant qu'au 13 juillet 2023, 1200 cas ont été notifiés par les formations sanitaires de la ville de Dolisie avec cinq décès déplorés et un taux de létalité de 0,42%.

Page 6



Une vue de Dolisie où l'épidémie s'est déclarée



François Barateau délivrant son message Adiac

COOPÉRATION

La France satisfaite de ses actions au Congo

L'ambassadeur de France, François Barateau, a mis à profit la fête du 14 juillet pour faire le bilan de ses quatre années au Congo. Il s'est réjoui de voir ce pays parvenir à redresser ses équilibres macro-économiques. « La France est fière de contribuer à la meilleure mise en œuvre possible de l'indispensable réforme de la gouvernance publique que conduisent les autorités congolaises, avec l'aide du FMI, en vue de consolider les fondamentaux de l'économie », a indiqué le diplomate français.

Page 8 - 9

La commission mixte Congo-Venezuela prévue en août

Page 2

ÉDITORIAL

La course

Page 2

ÉDITORIAL

La course

Alors que l'on attendait la clôture, le 11 juillet, en bonne et due forme du congrès de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) ouvert la veille, les nouvelles venues de l'emblématique Palais des congrès de Brazzaville, lieu où se tenaient les assises, n'ont pas été bonnes. L'espoir placé par les militants dans la suite des événements s'est mué en désillusion laissant le champ libre à une multitude de conjectures.

Les informations recueillies par la presse indiquent qu'un malentendu est apparu au deuxième jour du congrès, lorsqu'il a été question de trancher le point sur les candidatures à la tête du parti. La voie avait été balisée des semaines auparavant à travers le choix opéré par les instances préparatoires du congrès de valider six candidatures sur les neuf reçues. C'est sur la base de cet arbitrage que les dates des 10 et 11 juillet avaient été fixées pour doter l'UDH-Yuki de ses organes définitifs.

C'était sans compter avec la pression de ceux et celles dont les invalidations évoquées plus haut avaient laissé sur leur faim. Au moment d'amorcer le dernier virage vers l'expression démocratique devant consacrer la relance de la machine « Yuki », la protestation s'est élevée dans la salle mettant en péril le processus d'élection du président du parti. Attendu de longue date, le congrès de l'UDH-Yuki a accouché d'une souris. Sera-ce la référence désormais pour décrire le parcours de cette formation politique dotée d'une base que l'on dit solide ?

La crise étant déclarée, la solution palliative réside peut-être dans la volonté exprimée par l'un des dirigeants de l'UDH-Yuki de réunir le bureau politique du parti pour tirer au clair la situation ainsi créée et proposer une alternative salutaire. Dans l'intervalle, s'installera sans doute une certaine paralysie du parti à quelques semaines de la tenue des élections sénatoriales sur l'ensemble du territoire national.

A l'exemple d'autres partis politiques de l'arène congolaise, venir à bout du vide laissé par le fondateur de l'organisation quand il n'est plus de ce monde est une sacrée course d'obstacles. On s'y perd souvent. L'UDH-Yuki ne fait pas exception.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

La commission mixte Congo-Venezuela prévue en août

Le député-maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a eu, le 14 juillet, à Brazzaville des entretiens avec l'ambassadeur du Venezuela, Anibal José Marquez Munoz, sur les questions de renforcement des relations d'amitié et de coopération entre leurs deux Etats.



Les deux délégations après les entretiens/Adiac

Les deux personnalités ont fait le tour d'horizon de la coopération entre le Congo et le Venezuela, en mettant un accent particulier sur la prochaine réunion de la commission mixte Congo-Venezuela qui aura lieu du 2 au 3 août à Caracas.

Une délégation de près d'une trentaine de personnes dont six ministres est attendue dans la capitale vénézuélienne. Au cours de ces travaux, a indiqué le diplomate vénézuélien, quatorze accords de coopération seront signés dans les domaines de l'éducation, du tourisme, de la culture, de la construction, de l'habitat et des petites et moyennes entreprises.

Parmi les contrats les plus saillants, a dit

Anibal José Marquez Munoz, il y a l'accord entre l'université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé et l'université du pétrole de Caracas, dont l'objectif à terme est de créer une école du pétrole au sein de cette université congolaise ; l'accord entre la cinémathèque de Caracas et celle du Mémorial Pierre-Savorgnan-De-Brazza.

C'est pour la première fois, a relevé le diplomate vénézuélien, que les Congolais participent à une commission mixte de coopération à Caracas avec une si forte délégation. Le Venezuela, a-t-il conclu, souhaite que ces assises se déroulent dans la sérénité après deux ans consacrés à leurs préparatifs.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Obal, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GOVERNANCE ÉLECTORALE

Le regard rétrospectif d'Emile Bongouandé sur les recommandations du dialogue de Sibiti

Membre du comité central du Parti congolais du travail (PCT), Emile Aurélien Bongouandé a, dans une tribune, jeté un regard sur les recommandations du dialogue national de Sibiti, département de la Lékoumou, de 2015. Selon lui, si beaucoup de points d'amélioration ont été mis en œuvre, d'autres par contre restent jusqu'aujourd'hui lettre morte, notamment la biométrie électorale, le découpage administratif et électoral ainsi que le plafonnement du financement des campagnes électorales.

Les 623 participants avaient mis en place deux commissions, notamment la gouvernance électorale et la commission réforme des institutions, qui ont pris plusieurs recommandations visant à faire évoluer la gouvernance électorale. « Dans la situation actuelle, les points qui sont restés depuis 2015 sans évolution notable peuvent être comme des pommes de discorde lors des prochaines consultations électorales ; ce qui n'est pas souhaitable, si l'on tient compte de ce qu'en 2025 les Congolais commémoreront le 10e anniversaire du Dialogue national de Sibiti 2015, et qu'en 2026 ils repartiront aux urnes pour l'élection présidentielle », a rappelé le commissaire aux libertés publiques du comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo.

C'est ainsi qu'Emile Aurélien Bongouandé propose la nécessité de travailler de manière « vivante et créatrice » pour, dit-il, réaffirmer la volonté politique affichée à Sibiti du 14 au 17 juillet 2015 afin de « construire méthodiquement et concrètement la mise en œuvre des recommandations non encore exécutées, et créer les conditions permissives d'organisation des dix ans du Dialogue national de Sibiti en juillet 2025 avant l'élection présidentielle de 2026, dans un climat politique apaisé et pourquoi pas de parfaite compréhension réciproque parmi les forces vives de la nation. »

Pour Emile Aurélien Bongouandé, les concertations politiques de Ouessou en 2017, Madingou en 2020 et Owando en 2022 ont été les hauts moments de la vie politique nationale dans la mesure où elles ont permis de faire le point du chemin parcouru, quant à la mise en œuvre des recommandations de Sibiti 2015.

Parfait Wilfried Douniama

FLAMBÉE DES PRIX

Les sociétés Bralico et Dangote rappelées à l'ordre

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, vient d'ordonner, le 14 juillet, le retrait de nouveaux tarifs annoncés par les sociétés Dangote Ciment et Bralico.



Du stock de ciment dans un entrepôt DR

Dans une correspondance adressée à son collègue en charge du Commerce, le Premier ministre a indiqué que le gouvernement s'active à déterminer les niveaux d'augmentation à appliquer aux produits vendus à Brazzaville, Pointe-Noire et dans les autres localités du pays. L'inquiétude des autorités porte principalement sur la flambée du prix du ciment, dont la tonne de 32.5R est passée de 67000F à 84950F et celle de 42.5R de 72000F à 89950F à Brazzaville, tandis qu'à Pointe-Noire la tonne de 32.5R de 65000F à 82950F et de 42.5R de 70000F à 87950F.

Dans la foulée de la note de la primature, le ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Alphonse Claude N'Silou, a

enjoint les sociétés Bralico et Dangote à revenir sur les tarifs qu'elles a fixés « unilatéralement ». Il a invité ces deux sociétés à poursuivre les discussions en cours avec le gouvernement jusqu'à l'obtention d'un compromis.

Rappelons que dans la note publiée le 11 juillet, le directeur général de Dangote, Ravi Iyer, a justifié l'augmentation du prix du ciment par la conjoncture économique actuelle marquée par la flambée des coûts des matières (charbon, gypse, explosifs) sur le marché mondial. Le directeur général de Bralico, Frédéric Féraillé, attribuait, quant à lui, la hausse de ses produits à l'augmentation des droits d'accise qui sont passés de 12,5% à 17,5%.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

Le numéro de Clotaire et Daria

Le podium était tout entier dédié à Daria Dimitrievna Davidova, mais l'apparition à ses côtés de Clotaire Kimbolo dit Kim Douley, pour l'accompagner dans le célèbre cantique « Indépendance cha cha » du Grand Kallé Jeff, a enflammé la scène de plus belle. Les invités en demandaient encore, mais c'était la fin de l'heure, tout a en effet un début et une fin. Celle à laquelle nous avons assisté, tout comme le début du concert d'ailleurs, était une fin heureuse.

Mardi 11 juillet en soirée, la cantatrice russe explosait de sa voix angélique à l'occasion d'une prestation d'une heure à vous couper le souffle. Les retrouvailles avaient lieu dans les jardins d'un hôtel de la place en présence de plusieurs invités. S'exprimant parfaitement en français, Daria qui manierait aussi convenablement l'italien, l'anglais

et bien évidemment le russe en profitait chaque fois pour donner quelques détails sur le contenu de la chanson qu'elle interprétait, sur son auteur-compositeur et le contexte de sa création.

Dès qu'elle se présente à vous, Daria vous accapare de sa longue silhouette soignée, son large sourire contagieux, mais vous avez en face quelqu'un qui a appris son métier, l'aime du fond de son cœur et l'exerce avec passion. Une bête de scène pour tout dire puisque même quand le microphone tente de la trahir, Davidova n'en n'a cure et continue de vous tenir en haleine. Dans sa longue robe fleurie de couleur noire et rouge entaillée par une large fente sur la couture droite, elle se prosternait à la fin de chaque morceau avec un « merci beaucoup » à la bouche.

Faisant la ronde de la chanson

russe, de celles de l'époque soviétique et du temps des tsars, la chanteuse d'opéra a montré une parfaite maîtrise de son élément. A 33 ans, la Moscovite a parcouru les grandes scènes du monde : Autriche, Pologne, Etats-Unis, France, Portugal, Danemark, Finlande, Allemagne, et bien d'autres pays, où l'ancienne sociétaire du théâtre de Bolchoï et étudiante au Conservatoire d'Etat de Tchaïkovski de Moscou a rencontré les publics divers.

La première fois que Daria Davidova était venue à Brazzaville en août de l'année dernière, elle déclarait être fière de découvrir le Congo, sa culture et sa population. Cette fois, son séjour se déroule dans le cadre de la tenue prochaine des semaines culturelles croisées unissant la République du Congo et la Fédération de Russie. Quand on l'écoute déclamer à haute voix

en lingala « Mboté na bino », on ne perçoit aucun accent étranger à la langue de la rumba congolaise. En fait, et cette magie les artistes en ont seuls le secret, ils ou elles s'adaptent facilement au milieu qui les accueille.

Ce 11 juillet, les sonorités russes étaient couplées avec celles de la rumba congolaise grâce à l'accompagnement de l'orchestre Super Nkolo Mboka. Daria se tournait de ce pas de danse enveloppant des deux rives du fleuve Congo et au moment de mettre un terme à cette soirée mémorable, quand elle a délicatement fait entorse à sa longue robe en la relevant vers le genou, des cris approbateurs ont fusé de partout. Il fallait pourtant s'en tenir au principal : son numéro avec Kim Douley aux airs de « Indépendance cha cha ». C'est vrai, chanter c'est être libre !

Gankama N'Siah



TERMES DE RÉFÉRENCES – FORMATION EN MICROSOFT (Outlook, Word, Excel)

Historique de l'organisation : La Wildlife Conservation Society (WCS) est une organisation américaine à but non lucratif fondée en 1895. Sa mission est de préserver la faune et la flore sauvages en comprenant les problèmes critiques, en développant des solutions scientifiques et en prenant des mesures de conservation qui profitent à la nature et à l'humanité. Forte de plus d'un siècle d'expérience, d'engagements à long terme dans des dizaines de paysages, d'une présence dans plus de 60 pays et d'une expérience dans la création de plus de 150 zones protégées dans le monde, WCS a accumulé les connaissances biologiques, la compréhension culturelle et les partenariats nécessaires pour garantir que les lieux sauvages et les espèces animales prospèrent aux côtés des communautés locales. En collaboration avec les communautés et les organisations locales, ces connaissances sont appliquées pour résoudre les problèmes de gestion des espèces, des habitats et des écosystèmes, qui sont essentiels pour améliorer la qualité de vie des populations rurales dont les moyens de subsistance dépendent de l'utilisation directe des ressources naturelles.

Contexte : Depuis près de 30 ans, WCS Congo est le principal partenaire du gouvernement congolais en matière de conservation. Il apporte son soutien au Ministère de l'Economie Forestière (MEF) pour la gestion de la faune et des habitats dans plusieurs parcs nationaux, réserves et zones tampons d'aires protégées. Dans ces sites, WCS développe et met en œuvre des actions pour une protection efficace de la faune, une gestion communautaire des ressources naturelles, un suivi écologique, une recherche scientifique et une éducation environnementale.

Le Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN) est situé au Nord Est de la République du Congo, à la frontière avec le Cameroun et la République Centrafricaine (RCA). Il a été initialement proclamé Parc National (PN) en 1993 et a été étendu jusqu'à sa taille actuelle de 4 238 km² en 2012. Il est situé au cœur de la forêt tropicale du Bassin du Congo et est un sanctuaire important pour les gorilles des plaines de l'Ouest, les élé-

phants de forêt, les chimpanzés, les buffles de forêt, les potamochères, les bongos, les sitatungas, etc. WCS, par l'intermédiaire de l'unité de gestion du parc (UGP), est également responsable de la logistique et du soutien administratif et financier nécessaire au fonctionnement du parc.

Objectif principal : L'objectif principal de la consultance est de fournir des formations à deux niveaux, débutant et intermédiaire, sur les applications de Microsoft, y compris Outlook, Word et Excel. Le personnel utilise les outils Microsoft chaque jour, mais n'est pas en mesure d'utiliser les outils à leur pleine fonctionnalité dans le cadre de leur travail. Plus précisément, nous aimerions que le personnel soit formé et familiarisé avec Microsoft Outlook, Word et Excel. Nous envisageons deux niveaux de formation - débutant et intermédiaire - en fonction du niveau actuel des employés et de leur compréhension des outils Microsoft. Nous estimons que 40 employés participeront aux formations, soit 20 pour le cours de niveau débutant et 20 pour le cours de niveau intermédiaire.

Objectifs spécifiques :

Avant la formation :

- Créer un test avant la formation afin de déterminer le bon niveau des participants

La formation débutante doit contenir les éléments suivants :

- Apprendre à gérer les courriels, les calendriers et les contacts dans Outlook ;
- Apprendre à utiliser les messages d'absence du bureau et créer une signature du mail électronique ;
- Apprendre à utiliser les fonctions d'Outlook pour formater et envoyer des courriels, organiser l'encombrement de la boîte de réception et utiliser les filtres et la fonction de recherche, utiliser les drapeaux et créer et assigner des tâches, et créer et partager des contacts ;
- Apprendre à modifier et à mettre en forme du texte dans Word, à utiliser les outils de correction pour vérifier l'orthographe et la grammaire, et à

utiliser le suivi des modifications pour réviser les documents ;

- Apprendre à mettre en forme des pages, créer des listes numérotées et à puces, travailler avec des colonnes et des tableaux, et ajouter et mettre en forme des images dans Word ;
- Comprendre les classeurs et les feuilles de calcul, ainsi que le ruban et la barre d'outils d'Excel ;
- Apprendre à saisir des données, à travailler avec des dates et des heures, à éditer des données et à les remplir automatiquement ;
- Apprendre à utiliser des formules simples, y compris les fonctions SOMME et MOYENNE ;
- Apprendre à ajuster la mise en page de la feuille de calcul et la mise en page pour l'impression ;
- Introduction à la création de graphiques dans Excel.

La formation intermédiaire doit contenir les éléments suivants :

- Apprendre à gérer les courriels, les calendriers et les contacts dans Outlook ;
- Apprendre à utiliser les fonctions d'Outlook pour formater et envoyer des courriels, organiser l'encombrement de la boîte de réception et utiliser les filtres et la fonction de recherche, utiliser les drapeaux et créer et assigner des tâches, et créer et partager des contacts ;
- Apprendre à utiliser des modèles dans Word et des compétences supplémentaires en matière de mise en page pour améliorer l'aspect des pages et ajouter des filigranes ;
- Apprendre à fusionner des fichiers dans Word ;
- Apprendre à gérer les tableaux dans Word, y compris les calculs et l'ajout de tableaux et de graphiques Excel dans Word ;
- Apprendre à copier des données ou des formules dans une colonne et à convertir des dates dans Excel ;
- Apprendre les fonctions simples et plus complexes d'Excel, les fonctions de recherche, les fonctions logiques et les raccourcis pour utiliser les formules ;
- Apprendre à utiliser le formatage conditionnel et les techniques de gestion des données, y com-

pris le tri des données et l'utilisation de filtres, dans Excel ;

- Apprendre à créer et à mettre en forme des graphiques dans Excel ;
- Introduction aux tableaux croisés dynamiques dans Excel ;
- Introduction aux macros dans Excel et Word.

Livrables :

Au terme de la formation, les participants devront :

- Avoir maîtrisé les notions débutantes ou intermédiaires Outlook, Word et Excel ;
- Être un mesure pour gérer Outlook ;
- Être un mesure débutante ou intermédiaires créer et gérer des documents de Word ;
- Être un mesure débutante ou intermédiaires créer et gérer des fichiers d'Excel.

Compétences et expériences requises

- Formateur(s) ayant une expérience de la formation Microsoft Office (Outlook, Word et Excel) ;
- Capacité avérée à travailler avec des organisations non gouvernementales ;
- Maîtrise de la langue française (lingala est un plus).

Modalités pratiques :

- Le lieu de la mission sera la base principale du PNNN, à Bomassa, département de la Sangha, République du Congo ;
- Le(s) formateur(s) rendra compte au directeur du parc national de Nouabalé-Ndoki pendant toute la durée de la mission.
- Le transport et l'hébergement seront pris en charge par WCS dans la mesure du possible. En voyage.

CHRONOLOGIE de mission proposé		
Année	Activité	Location
2	Voyage de Brazzaville à Bomassa - Un nuit à Ouesso	En voyage
5 à 6	Travail sur le terrain, comprenant des deux formations	Bomassa, OG PNNN
2	Retour Brazzaville - Un nuit à Ouesso	En voyage

Fait par : Amy Roll
Date : 5 mai 2023

Validé par : Ben Evans
Directeur
Date : 5 juin 2023

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,** de la **Tradition** à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso** immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

HYDROCARBURES

Les prix des bruts congolais en légère baisse

La moyenne des prix fiscaux des produits pétroliers au deuxième trimestre 2023 a été fixée à 75,14 dollars par baril, pour un différentiel moyen de la période de -1,92 dollar par baril. Les autorités et les compagnies pétrolières ont convenu, le 14 juillet, de diversifier le marché en termes de destination et d'acteurs.

Les travaux du comité de fixation des prix des bruts congolais au deuxième trimestre de l'année se sont tenus dans un contexte marqué par une instabilité du marché pétrolier. Ainsi, les différentiels moyens enregistrés par les prix des bruts congolais se présentent comme suit en dollars par baril : Djeno mélange à -2,74 par rapport au Brent daté ; Nkossa Blend à -1,38 par rapport au Brent daté ; Yombo à -1,63 par rapport au Brent daté ; Nkossa Butane à 00,0 par rapport au butane North West Europe ; et Nkossa Propane à -0,27 par rapport au Propane Mont Belvieu.

Au troisième trimestre 2023, le comité de fixation des prix fiscaux table sur un prix du baril du Brent entre 80 et 90 dollars, soit une hausse d'environ 7% au minimum par rapport au niveau du deuxième trimestre. D'après les spécialistes, le comportement du marché sera influencé par les facteurs géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien ; la variation de stock de pétrole aux Etats-Unis ; les indicateurs macroéconomique et monétaire de la Chine ; l'offre de pétrole de l'Opep+ ; le niveau du coût du fret ; les politiques monétaires des principales banques centrales...

Le ministre des Hydrocar-



Le ministre Bruno Jean Richard Itoua posant avec les partenaires pétroliers Adiac

bures, Bruno Jean Richard Itoua, a appelé, pour cela, les acteurs pétroliers nationaux à œuvrer ensemble pour une gestion minutieuse des risques et une planification stratégique rigoureuse. « Chaque défi peut être transformé en une opportunité pour l'innova-

tion, l'efficacité et l'amélioration. En tant qu'acteurs du marché pétrolier, notre responsabilité est de faire preuve de résilience et d'adaptabilité. Nous devons non seulement gérer efficacement les risques et comprendre clairement les dy-

namiques du marché, mais aussi développer une stratégie solide pour naviguer dans cet environnement incertain », a-t-il insisté.

Le gouvernement et ses partenaires comptent préserver les revenus pétroliers essentiels à l'équilibre financier du pays

et à la relance économique. Ils misent également sur ces revenus pour financer ses projets « stratégiques », notamment celui de la production du gaz naturel liquéfié. Les compagnies pétrolières ont promis de booster leurs investisseurs, à l'instar de la société Chevron, organisatrice de la réunion des prix des hydrocarbures. Le directeur général de Chevron Congo, Ralph Eccleston, a salué la synergie et la culture de transparence qui prévalent au sein du comité de fixation des prix des hydrocarbures.

Fiacre Kombo

« Chaque défi peut être transformé en une opportunité pour l'innovation, l'efficacité et l'amélioration. En tant qu'acteurs du marché pétrolier, notre responsabilité est de faire preuve de résilience et d'adaptabilité. Nous devons non seulement gérer efficacement les risques et comprendre clairement les dynamiques du marché, mais aussi développer une stratégie solide pour naviguer dans cet environnement incertain »

AUGMENTATION DES PRIX DU CARBURANT

Dave Mafoula plaide pour la préservation de la paix sociale

Le président du parti « Les Souverainistes » (LS), Dave Mafoula, a, dans une lettre ouverte au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, suggéré, entre autres, la nécessité de sauver la paix sociale, en revenant sur la décision consistant à augmenter le prix du carburant à la pompe.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2021, Dave Mafoula, a critiqué la mesure consistant à supprimer certaines subventions de l'Etat en augmentant les prix du carburant à la pompe. « En six mois, les prix sont passés de 595 à 625 FCFA et, à compter de ce 15 juillet, de 625 à 775 FCFA pour ce qui est du super, soit une augmentation de 30%. L'objectif étant d'ailleurs d'atteindre une hausse de 65%... Cette décision de suppression de certaines subventions étatiques, à en croire monsieur le Premier ministre, s'élargira jusqu'aux secteurs de l'énergie et de l'hy-



Dave Mafoula

« En six mois, les prix sont passés de 595 à 625 FCFA et, à compter de ce 15 juillet, de 625 à 775 FCFA pour ce qui est du super, soit une augmentation de 30%. L'objectif étant d'ailleurs d'atteindre une hausse de 65%... Cette décision de suppression de certaines subventions étatiques, à en croire monsieur le Premier ministre, s'élargira jusqu'aux secteurs de l'énergie et de l'hydraulique (électricité et eau). Une telle décision à haut risque social, économique et politique a choqué des milliers de Congolais »

draulique (électricité et eau). Une telle décision à haut risque social, économique et politique a choqué des milliers de Congolais », a-t-il écrit au président de la République.

Selon lui, le gouvernement n'a pas pris soin de préparer la population à des décisions aussi difficiles et contraignantes. D'après Dave Mafoula, au-delà des denrées alimentaires, l'augmentation du prix du carburant favorisera l'inflation géné-

rale et impactera considérablement le pouvoir d'achat des Congolais. « Ils risquent de connaître un renchérissement réel du coût de la vie... Rien que la hausse des prix des carburants à la pompe conduira à une flambée du coût des transports et celui du phénomène de morcèlement des trajets, dit demi-terrain. Ce qui par ricochet impactera les prix des biens et services sur l'ensemble du territoire... Pour préserver la paix sociale dans notre pays, je vous formule la demande républicaine de revoir votre démarche », a plaidé Dave Mafoula.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Une nouvelle épidémie se déclare au Congo

La shigellose dite maladie des mains sales s'est déclarée le 11 juillet à Dolisie, dans le département du Niari, causant déjà six morts, selon un communiqué du ministère de la Santé et de la Population.

« Au 13 juillet 2023, 1200 cas ont été notifiés par les formations sanitaires de la ville de Dolisie avec malheureusement cinq décès déplorés, soit un taux de létalité de 0,42%. Cependant, il en ressort que dans le département de Pointe-Noire six cas ont été notifiés, dont un décès, un cas notifié au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville et deux cas suspects dans le département de la Bouenza », d'après un communiqué du ministère de la Santé et de la Population publié, le 14 juillet, à Brazzaville, par lequel le gouvernement présente ses condoléances aux familles endeuillées.

Le même document rappelle que le 11 juillet les structures sanitaires de Dolisie ont enregistré des patients présentant une maladie avec pour symptômes : fièvre à 39° et 40°, céphalées, douleurs abdominales, vomissements et asthénie physique. Des échantillons analysés localement ont conclu qu'il s'agit d'une shigellose, dite maladie des mains sales. La



Une vue de Dolisie où l'épidémie s'est déclarée DR

confirmation par le Laboratoire national de santé publique est attendue.

La transmission de la maladie se fait par voie féco-orale. Le plus souvent, elle est directe. L'eau et les aliments souillés par des déjections contenant des bactéries Shigella ainsi que les mouches peuvent également

transmettre la maladie. Les symptômes se manifestent par une fièvre, des nausées, des vomissements, un ténesme et une diarrhée habituellement sanglante.

Les mesures à observer

Le ministère de la Santé et de la Population appelle à respecter

les pratiques générales de salubrité des aliments : se laver les mains régulièrement et correctement au savon ou avec un gel hydro-alcoolique ; faire cuire les aliments à une bonne température ; laver les fruits et légumes crus avant de les manger ; boire de l'eau potable d'une source salubre (traitée ou bouillie) ;

ne pas préparer de la nourriture pour d'autres personnes si on a des signes suspects de la maladie ; observer une bonne hygiène fécale. « Le gouvernement est en train de prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre à cette urgence sanitaire et exhorte la population congolaise à faire recours aux services de santé les plus proches, devant tout cas suspect », conclu le communiqué.

Rominique Makaya

« Le gouvernement est en train de prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre à cette urgence sanitaire et exhorte la population congolaise à faire recours aux services de santé les plus proches, devant tout cas suspect »

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Évaluation de la revue annuelle du projet Lisungi

Le Comité technique d'évaluation du Projet Lisungi (système de filets sociaux) a évalué, le 12 juillet, à Brazzaville les structures de santé du département de la Likouala en contrat avec le projet lors de l'atelier de la revue annuelle.

L'objectif est d'évaluer les progrès enregistrés, de déceler le dysfonctionnement et goulots d'étranglement afin de corriger tant au niveau central, intermédiaire que périphérique. Il s'agit également de présenter les performances de toutes les structures sous l'approche de financement basé sur la performance.

Le choix porté sur ce département s'explique par le faible taux d'utilisation des services de santé de façon générale, taux d'utilisation des services de santé de la mère à l'enfant, la faible couverture vaccinale 40,19 % en 2018 et 39,80% en 2019 antigène de référence pentavalent 3 : 46,52% en 2018, et 43, 52% en 2019.

Le paludisme est la première cause de morbidité et de mortalité avec un taux de prévalence de 57,94% des cas en 2018, et 68% en 2019 dont 37% décès, explique les organisateurs.

Toutefois, la présence des



Le comité technique d'évaluation/Adiac

maladies tropicales négligées telles que la lèpre 22 ; 44 pour 10 000 habitants, le pian et le monkey-pox 15 cas de pian en 2018 et 30 cas de monkey-pox pour 10 000 habitants ont été signalés au cours des travaux.

A cet effet, les perspectives énumérées ont été notamment de mener les stratégies mobiles et avancées de façon intégrée chaque mois afin d'atteindre et couvrir au-delà des kilomètres, d'impliquer

les relais communautaires à quelques kilomètres dans les activités de vaccination etc.

Les orateurs ont déploré l'évolution de consommation des subsides tandis que le financement alloué aux structures

sanitaires a été consommé à moitié par les unes et presque pas pour les autres.

Recommandations

Les participants ont émis le souhait d'organiser des formations sur la gestion financière et sur la gestion des médicaments, d'accélérer l'intégration de tous les services et indicateurs des paquets minimum d'activité dans tous les centres de santé intégrés et bien d'autres.

Au terme des travaux, une équipe de Task force de dix personnes a été mise en place pour travailler sur le document afin d'intégrer les suggestions.

En rappel, depuis janvier 2022, les structures de santé du département de la Likouala travaillent avec le projet Lisungi qui à son tour a mis à leur disposition un financement du démarrage du projet et les subsides suivant l'approche de financement basé sur la performance.

Lydie Gisèle Oko

Les participants ont émis le souhait d'organiser des formations sur la gestion financière et sur la gestion des médicaments, d'accélérer l'intégration de tous les services et indicateurs des paquets minimum d'activité dans tous les centres de santé intégrés et bien d'autres.

SANTÉ

Le «Réseau des consultants en mission» sensibilise aux maladies cardiovasculaires

Le Réseau des consultants en mission (RCM) a organisé, le 13 juillet à Brazzaville, en partenariat avec le cabinet DB Conseils, un atelier professionnel sur le thème : «Entreprises et Maladies cardiovasculaires ».

Les participants, en majorité des chargés des ressources humaines des entreprises et administrations, ont été éduqués, entre autres, sur la façon d'accompagner leurs personnels dans la prévention des maladies cardiovasculaires (MCV) en entreprise. Pour mieux cerner la problématique des MCV, trois exposés ont été développés par des médecins spécialisés. Il s'agit notamment de « l'hypertension artérielle et facteurs de risque cardiovasculaire en milieu de travail » par le Dr Patricia Atipo-Galloye Emvoulou; la « Prévention des MCV en entreprise », Informer-Dépister-Prévenir » par le Dr Kivié Ngolo Letomo; « Diabète de type 2, que faire en entreprise ? » par le Dr Farel Elilié Mawa. Considérés comme des tueurs silencieux, le diabète et l'hypertension artérielle sont les principales causes des MCV qui sont devenues une préoccupation nationale pour les entreprises et leurs salariés.

A travers ces exposés, les participants ont eu une connaissance des symptômes et des facteurs de risque d'apparition de troubles métaboliques et problèmes cardiaques. Spécialiste en hygiène et sécurité au travail, le Dr Patricia Atipo-Galloye Emvoulou, a expliqué que près de 1,8 milliard de



Des participants après les exposés Adiac

personnes souffrent de la tension artérielle. Selon elle, les pays à faible revenu sont les plus touchés. Il s'agit de la première cause des décès prématurés au niveau mondial. « L'activité professionnelle a un impact sur sa survenue, surtout à travers ses composantes psychosociales et défavorables. Au Congo, la prévalence de l'hypertension artérielle en milieu du travail est de 35,5% », a indiqué l'experte en médecine du travail.

Cardiologue, Kivié Ngolo Letomo a rappelé la nécessité de revoir la stratégie nationale prévalence des MCV. « Nous n'avons pas le choix, les ODD disent que d'ici à 2030 nous devons réduire la pré-

valence des maladies cardiovasculaires de 30%, mais lorsque nous voyons les statistiques, nous sommes sur une planche ascendante, le danger est là, nous devons revoir notre stratégie. Du coup, un programme de prévention des maladies cardiovasculaires s'impose », a-t-il conseillé.

Vaut mieux prévenir que guérir

Experte en ressources humaines, Vanelie Grâce Casseni, experte en ressources humaines pense que la prévention contre les maladies cardiovasculaires est très importante dans une entreprise parce qu'elle permet de réduire les risques de

santé. « Si nous n'avons pas d'employés en bonne santé, le rendement de l'entreprise prend un grand coup. La prévention des maladies au sein de l'entreprise permet d'éviter des catastrophes », a-t-elle souligné.

Michaël Mboundou-Kiongo estime qu'il était temps de développer ce genre de service de prévention des MCV au Congo. Il a regretté le fait que le Congo ne dispose que de quatorze médecins du travail sur près de trois mille entreprises basées dans le pays. « C'est un ratio véritablement faible qu'il va falloir changer en améliorant le nombre de médecins qui suivent ce type de maladies en entreprise. C'est un ballon d'oxy-

gène qui arrive à point nommé pour que les maladies cardiovasculaires puissent être mises en avant, qu'elles aient une visibilité permettant une meilleure prise en charge », a commenté celui qui a été victime des AVC à deux reprises.

Le directeur associé du cabinet DB Conseils, Patrice Passy, a, de son côté, rappelé que cet atelier avait pour vocation de proposer aux entreprises une offre spécialisée par rapport au déficit constaté concernant le risque cardiovasculaire. « C'est ce qui nous a amenés aujourd'hui à concevoir le programme MCV et Entreprises où les spécialistes vont contacter les représentants des différentes structures pour leur proposer un programme qui va courir sur plusieurs années. Ce programme consiste avant tout à faire un diagnostic de masse pour avoir sur le plan statistique des éléments qui permettent de mieux forger une réponse. Une fois qu'on a ces éléments on peut maintenant, selon les cas, proposer l'information, le dépistage et les différentes actions comme suivi et réinsertion de ceux qui ont été malades et qui veulent reprendre leur poste », a-t-il expliqué.

Parfait Wilfried Douniama

DIRECTION GÉNÉRALE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Les agents formés aux droits humains

La direction générale de la promotion des peuples autochtones a organisé, du 13 au 14 juillet, à Brazzaville, avec l'appui des Nations unies, une session de formation destinée à renforcer les capacités de ses cadres et agents en droits humains.



Les participants et le représentant résident du système des Nations unies au Congo posant ensemble Adiac

Les cadres et agents relevant de la direction générale de la promotion des peuples autochtones, venus de tous les départements du Congo, ont participé à la formation animée par des experts en la matière. Deux jours durant, les participants ont suivi une dizaine d'exposés présentés par des experts qui leur ont permis d'acquiescer de nouvelles connaissances professionnelles en matière des droits de l'homme, notamment ceux concernant les peuples autochtones.

Il s'agit, entre autres, des thématiques concernant le mandat de la direction générale de la promotion et protection; le décret n°2017-261 du 25 juillet 2017 ; l'introduction au droit international des droits de l'homme ; l'introduction des droits des peuples autochtones ainsi que l'introduction aux processus internationaux pertinents.

Dans le fond, les participants ont suivi un débat sur l'état d'avancement du plan d'actions national d'amélioration de la qualité de vie des peuples autochtones 2022-2023 et ont fait l'état des lieux de la loi n°5-2011 du 25 février 2011, portant promotion et protection des droits de populations autochtones et textes d'application y afférents.

En initiant la formation, la direction générale de la promotion des peuples autochtones et son partenaire ont visé six objectifs spécifiques. Il s'agit, entre autres, d'améliorer les connaissances des cadres et agents en matière des droits humains et de faire connaître les instruments juridiques pertinents des droits de l'homme dûment ratifiés par le Congo.

Par ailleurs, il a été aussi question d'éduquer les participants sur les mécanismes de protection des droits des populations autochtones ; de faciliter l'interprétation

des instruments juridiques internationaux et nationaux de promotion et de protection des droits des populations autochtones. S'exprimant à cet effet, le directeur général de la promotion des peuples autochtones, Justin Assomoyi, a salué les avancées enregistrées par son administration ces dernières années. « Au niveau de la direction générale des peuples autochtones, nous avons enregistré quelques avancées significatives. En ce qui concerne l'octroi des pièces d'état civil aux peuples autochtones, par exemple, de 2019 à 2022, cinq mille trois cents d'entre eux ont bénéficié des actes de naissance. S'agissant du volet éducation, 14.517 enfants autochtones ont été enregistrés dans le cadre du processus de scolarisation initié à leur profit au titre de l'année scolaire 2022-2023 », a-t-il souligné.

Firmin Oyé

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Congo obtient 270 millions dollars pour élaborer sa stratégie CDN

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) va accorder la somme de 270 millions de dollars au Congo, en vue de lui permettre de financer l'élaboration du plan stratégique de la Contribution déterminée au niveau national (CDN).

Bertrand Tessa, un représentant du Pnud, l'a affirmé, le 14 juillet à Brazzaville, à l'issue d'un échange avec la ministre de l'Environnement, du développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de la CDN, le gouvernement avait sollicité l'expertise du Programme des Nations unies pour le développement. Ayant examiné la requête, Bertrand Tessa est venu à la rencontre de la ministre de l'Environnement pour lui faire le point à mi-parcours du processus. « Je suis venu au Congo pour répondre à la requête de la ministre de l'Environnement dans le cadre du partenariat de la CDN. Partenariat qu'elle avait organisé sur trois points, dont l'un s'inscrivait sur l'élaboration de la stratégie par carbone du pays. Au niveau du Pnud, nous avons agréé le dossier du Congo et mobilisé des financements pour la cause. Il ne nous reste plus qu'à élaborer la stratégie proprement dite », a précisé Bertrand Tessa.

Pour la mise en œuvre de la stratégie de la CDN, le responsable du Pnud a confié qu'un montant de 270 millions de dollars sera octroyé au Congo. Ce plan stratégique CDN dont l'enjeu est de réduire des gaz à effet de serre, a-t-il ajouté, sera accompagné d'une feuille de route.

Il s'est dit satisfait d'avoir reçu l'engagement et l'appui de la ministre de l'Environnement, du Développement et du bassin du Congo, dans l'aboutissement heureux de ce projet de grande importance.

Notons que la CDN du Congo a été révisée, il y a quelques années, élaborée suivant un processus inclusif et transparent. Elle s'appuie sur cinq piliers parmi lesquels la gouvernance, l'atténuation, l'adaptation et le financement.

F.O.

DISCOURS DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

« Case de Gaulle » - Bacongo - Brazzaville, vendredi 14 Juillet 2023. Célébration de la Fête nationale française

Excellence, Monsieur le Premier Ministre ; Excellence, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Madame la Présidente, Chère Emilienne ;

Mesdames et Messieurs les Ministres, Chers collègues Ambassadeurs,

Chers invités et membres de « L'Equipe France au Congo », chers compatriotes et chers amis.

Je suis très heureux de vous souhaiter la bienvenue à la Case de Gaulle pour cette nouvelle célébration au Congo de la Fête nationale de la République française. Il s'agira de ma 4ème et dernière édition parmi vous, devant passer le relais, à la fin de l'été, à une Ambassadrice de France au Congo —une première pour le coup !—, ma collègue Claire BODONYI, à laquelle je suis certain que vous réserverez le meilleur accueil.

Avant tout, je souhaite m'acquitter d'une agréable obligation, celle de remercier les nombreux partenaires privés qui me permettent de vous accueillir ce soir encore, dans les meilleures conditions. Je veux citer : Africa Global Logistics, avec TBC Brazzaville et Congo Terminal Pointe-Noire ; AG Partners Congo ; BRALICO ; BUROTEC ; Canal + ; Géant CASINO ; Congo Handling ; EGIS ; GIFA Sécurité ; Groupe FORTUNE ; Mayo ; Olam Agri (C.I.B.) ; Olympic Palace ; PAUL ; PRIMA MARKET Congo ; RAZEL BEC ; SNEF Congo ; Société Générale Congo ; (Grasset) SPORAFRIC ; STHIC (Service Technique Henry Industrie) ; SUNU Assurances ; Total Energies.

Monsieur le Premier Ministre, chers invités,

Quitter un pays où l'on a vécu quatre années, n'est jamais anodin, particulièrement s'agissant d'une terre aussi hospitalière que le Congo ! Humainement parlant, les départs ne sont assurément pas la dimension la plus agréable du métier de Diplôme !

À l'occasion des trois précédentes célébrations du 14 Juillet, j'ai pu, à ce pupitre, évoquer devant vous un certain nombre de thèmes sur lesquels je me suis efforcé, à chaque fois, d'exprimer le plus honnêtement possible ma pensée et de traduire mes convictions. Permettez-moi d'en rappeler quatre, qui me sont particulièrement chers :

en premier lieu, la force de ce lien humain, unique et indéfectible qui, par-delà le temps et les épreuves, unit la France et le Congo dans la fierté de leur histoire commune. Mais aussi la nécessité évidente de mieux reconnaître l'importance cruciale de ce que la France doit à l'Afrique, et à l'Afrique centrale en particulier, dont la capitale historique, « Brazzaville, fût », selon les mots du Général de Gaulle, « durant ces terribles années, le refuge de notre Honneur et de notre Indépendance ». Cette reconnaissance doit être le socle d'un réengagement confiant et déterminé de la France et, au-delà, de l'Europe, aux côtés de l'Afrique émergente, voisine, afin de valoriser au mieux leurs destins inextricablement noués ;

ensuite, l'obligation que nous avons apprise de la terrible crise sanitaire du Covid-19, d'identifier et de comprendre, pour les corriger, les excès de cette mondialisation et des modes de consommation débridés qui ont mis à jour nos fragilités et nos injustices. Il s'agit de repenser et de mettre en œuvre de nouvelles relations plus équilibrées, une solidarité renforcée, plus indispensable que jamais, afin de pouvoir faire face, ensemble, comme partenaires égaux, aux défis de plus en plus planétaires de notre temps, au premier rang desquels la lutte contre le changement climatique et la protection de la bio-diversité ;

puis, l'exigence citoyenne, trop longtemps négligée, d'une nouvelle gouvernance et d'une association crédible à la gestion de la chose publique. Nous devons entendre cette expression forte, et parfois violente, sous peine d'un mortel repli identitaire, d'une stérile mise en cause systématique de la parole publique et, plus généralement, d'un essoufflement extrêmement préoccupant de nos démocraties. Ainsi, la défense de « l'inspiration démocratique » est-elle un combat permanent, à mener avec humilité, pragmatisme, exemplarité et responsabilité, au service du

Citoyen et de chaque Peuple ;

enfin, nourrie par le sentiment d'abandon et d'incompréhension qu'éprouve une partie du peuple de France face à l'accélération parfois insensée du Monde, cette dérive de notre Pacte social doit être rapidement stoppée par le rétablissement de l'égalité des chances et de la méritocratie républicaine. Ceci exige la consolidation de l'Ecole de la République et la restauration de cette « Participation » gaullienne qui vise « à faire en sorte que les hommes qui accomplissent une œuvre commune, soient assez près les uns des autres pour se comprendre, pour s'expliquer et pour s'associer ». La sauvegarde de notre « savoir vivre ensemble », respectueux des choix de chacun et de la liberté de tous, est ici en jeu !

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre,

Un départ offre aussi l'opportunité de jeter, avec le plus de lucidité possible, un œil sur le chemin parcouru, avec ses succès, mais aussi son lot d'échecs ; et d'essayer d'en tirer, avec ambition et réalisme, des perspectives d'avenir. Ce temps est donc venu.

Au chapitre des satisfactions, je veux retenir :

tout d'abord, celle d'avoir vu le Congo parvenir, malgré l'adversité —je pense notamment à la crise sanitaire à laquelle le Gouvernement congolais a fait face avec courage et efficacité— parvenir, disais-je, à redresser ses perspectives économiques. Par son appui technique, qui va encore se renforcer en septembre avec l'affectation d'un Expert auprès du Ministre du Budget, et son Prêt de Soutien budgétaire, la France est fière de contribuer à la meilleure mise en œuvre possible de l'indispensable réforme de la gouvernance publique que conduisent les autorités, avec l'aide du FMI, en vue de consolider les fondamentaux de l'Economie. Ce travail d'assainissement requiert des décisions difficiles, parfois douloureuses, dont l'impact social doit être anticipé et traité avec la plus grande attention ;

une seconde satisfaction est de constater que le farouche plaidoyer international que mène Brazzaville en faveur de la bonne prise en compte et de la juste valorisation du remarquable trésor environnemental que constituent les forêts et les tourbières du Bassin du Congo, ne cesse de gagner du terrain, comme nous l'avons vu lors du récent Sommet de Paris sur le nouveau Pacte financier mondial. Là encore, la France se flatte, avec d'autres partenaires, dont européens, d'appuyer les ambitions congolaises et régionales, avec notamment : (i) l'Initiative pour les Forêts d'Afrique centrale / CAFI ; (ii) la finalisation, en vue de la COP28, d'un partenariat novateur visant à protéger et rémunérer le capital naturel, tout en promouvant les intérêts des populations locales, mais aussi à mettre en œuvre l'objectif « 30 % des terres et des mers protégées d'ici 2030 » ; (iii) ou encore, le tout nouveau projet français d'Ecole nationale à Vocation régionale (ENVR) « Protection de la bio-diversité », qui doit être implantée au Congo ;

à propos d'ENVR, je me félicite également de la vitalité constante de notre belle Ecole Génie Travaux (EGT) de Kintélé, dont l'audience et le périmètre, après 14 années d'existence, ne cessent de s'élargir, en intégrant en particulier l'ouverture bienvenue de cet établissement d'origine militaire sur l'ensemble de la société congolaise. Ce même dynamisme caractérise aussi l'engagement renouvelé des autorités congolaises, avec le soutien que la France et l'Union européenne leur apportent, dans le domaine éminentement interministériel de l'Action de l'Etat en Mer et dans les Eaux continentales (AEM-EC) ;

une autre satisfaction réside dans la permanence et la force de l'engagement français dans la promotion des cultures et le soutien aux industries créatives, à travers notamment l'action déterminante des deux antennes de l'Institut français du Congo (IFC), à Brazzaville et Pointe-Noire. Comme l'a annoncé le Président Macron, lors de sa visite du 03 mars, la France entend poursuivre

et renforcer son partenariat, engagé de longue date avec le Congo, dans la préservation et la valorisation de son patrimoine culturel (la Rumba congolaise...) et mémoriel, dont architectural (je pense au CFRAD, dans le fil de la célébration de « 2020, l'Année de Gaulle à Brazzaville ») ; et ceci en lien avec l'éclosion espérée d'un tourisme éco-mémoriel de qualité autour du Royaume de Loango, du CFCO, de l'Alliance Brazza-Makoko, de la « Capitale de la France Libre », du fleuve Congo et bien sûr des grandes forêts du Nord ;

à l'évidence, le Lycée français Saint-Exupéry de Brazzaville est un autre sujet de satisfaction. En effet, les importants travaux d'extension qui viennent de s'achever, grâce à un geste fort du Président de la République congolaise, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, auquel je renouvelle ici mes sincères remerciements, ainsi que la mise en place d'un ambitieux projet de modernisation pédagogique (dont l'instauration d'un « BAC français international ») doivent lui permettre de conforter son statut d'établissement de référence ouvert sur la ville, au service de la formation des jeunes français, congolais et de bien d'autres nationalités, futurs citoyens du Monde autonomes et responsables ;

toujours au « rayon Jeunesse », je me réjouis que mon pays reste engagé de façon déterminée sur la formation professionnelle au Congo, à travers notamment le soutien aux Centres d'Education, de Formation et d'Apprentissage (CEFA) et au tout récent lancement du projet « MOSALA » d'employabilité des Jeunes. Ce secteur est névralgique car il doit contribuer à répondre au préoccupant phénomène des jeunes désœuvrés délinquants, à ouvrir la porte à la diversification économique et à offrir enfin, et c'est essentiel, une perspective solide à la Jeunesse congolaise de pouvoir participer, comme elle le souhaite ardemment, au développement social, durable et inclusif, de son pays ;

je considère également qu'il est de la fierté de mon pays et de cette Ambassade de continuer d'être, plus que jamais, aux côtés des plus vulnérables, en particulier des Jeunes et des Femmes. A travers différents outils, une grande partie de l'action au Congo du Service de Coopération et de l'Agence française de Développement vise ainsi un impact social direct et visible, afin d'améliorer concrètement les conditions de vie quotidiennes des populations. Je pense : (i) à la construction et la rénovation d'importantes infrastructures sociales, telles que le Canal de Makélékélé, la route de la Corniche, la modernisation du réseau d'eau potable à Brazzaville et son drainage, comme à Pointe-Noire, Owando et Nkayi, ou encore la réhabilitation des systèmes d'assainissement du CHU de la capitale ; (ii) mais aussi à l'accès à des services sociaux renforcés, au soutien aux programmes d'insertion économique et aux projets innovants de la Société civile, ou encore à l'organisation de transferts de revenus ;

je me félicite enfin, de l'implication résolue de l'Ambassade de France, souvent en lien étroit avec la Délégation de l'Union européenne, dans le renforcement des capacités humaines de certaines administrations congolaises, et non des moindres, comme la Justice et la Police, en vue de rendre ces dernières plus efficaces, plus proches des citoyens et plus respectueuses de leurs droits. Plus généralement, il s'agit, ici, d'adresser aux autorités un encouragement amical et respectueux à poursuivre et à approfondir l'indispensable ouvrage de modernisation et de professionnalisation de l'ensemble de l'Action publique.

Monsieur le Premier Ministre, chers Invités,

Au chapitre des regrets ou, de façon plus positive et constructive, des progrès à réaliser, je voudrais rapidement mentionner les points suivants :

les retards de toutes natures qui se sont malencontreusement accumulés sur le chemin de la rénovation programmée des deux Antennes de l'Institut français du Congo, à Brazzaville et à Pointe-Noire. J'aurais ainsi aimé inaugurer, avec vous, l'achèvement de ces travaux, qui doivent redonner à ces deux établissements une allure

et des services à la hauteur de la formidable mission de promotion croisée des cultures qui est la leur. Le plaisir et l'honneur en reviendront à celle qui me succèdera ;

notre impatience, aussi, de voir s'améliorer plus rapidement le climat des affaires au Congo, pierre angulaire devant permettre au secteur privé français de contribuer activement et loyalement, comme il en exprime clairement la volonté, à l'indispensable mouvement de diversification économique, au cœur duquel le Président de la République du Congo a légitimement inscrit, aux côtés des transports, de l'énergie ou du tourisme vert et mémoriel, l'essor d'une agriculture économiquement viable, écologiquement durable et socialement salutaire ;

je souhaite aussi que toute « L'Equipe France au Congo » puisse faire toujours davantage pour la formation et la mobilité croisée des Jeunes, Congolais, Français et Européens, futures élites de leur Pays, ainsi que pour le renforcement de la Société civile, qui doit être mise en mesure d'apporter toute sa créativité à l'œuvre collective de construction du Congo. J'ai bien conscience que ces échanges à encourager entre les jeunes talents des deux continents voisins exigent une fluidité administrative adaptée, qui n'est pas exactement au rendez-vous en ce moment sur le front fantasmagorique des visas... ! J'espère que nous parviendrons rapidement à traiter cette difficulté conjoncturelle, qui nous gêne tous ;

chers Compatriotes, notre communication, enfin, n'est pas ce qu'elle devrait être. Nous devons rendre plus visible et compréhensible tout ce que les membres de « L'Equipe France au Congo », qu'ils soient publics, privés ou associatifs, font dans ce beau pays, en toute transparence et en parfait accord avec les autorités, en particulier en faveur de la création de richesses et de l'amélioration tangible du bien-être des populations les plus vulnérables. Au-delà des slogans, aucun autre partenaire bilatéral de ce pays ne peut en dire autant ! En continuant de faire ce que l'on dit, nous devons être fiers de notre engagement massif, confiant et durable au Congo, de notre partenariat loyal et équilibré avec les Congolais, ancré dans la responsabilisation de chacun des acteurs.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellence, Monsieur le Ministre, chers Invités,

C'est sur cette exhortation que j'achèverai mon propos, déjà beaucoup trop long, non sans avoir toutefois salué, comme elle le mérite, l'émergence internationale, encore frémissante mais prometteuse et irréversible, de l'Afrique.

Car la guerre de destruction d'un autre âge, infligée depuis des mois à l'Ukraine par la Russie, de même que la violence et les prédateurs imposés à certaines régions d'Afrique par le groupe criminel et mafieux de Wagner, auront eu au moins ce mérite : celui de catalyser la légitime ambition du continent africain d'affirmer sa place dans le Concert des Nations et de faire entendre sa voix, forte et responsable, dans le traitement des grands enjeux du siècle. Cette ambition est légitime ; cette émancipation est juste ; elle est, j'en suis convaincu, nécessaire à la construction d'un monde de demain plus apaisé et solidaire.

Mesdames et Messieurs,

En vous remerciant sincèrement de votre attention et de votre fidélité, je vous souhaite une très belle soirée en compagnie, dans quelques instants, du célébrissime orchestre des « Bantous de la Capitale » qui va achever de nous convaincre, si besoin était, du pouvoir de la musique en général, et de la Rumba congolaise en particulier, sur l'apaisement des cœurs.

Vive la République du Congo ! Vive la France !

Et vive l'amitié franco-congolaise !./.

COOPÉRATION

La France satisfaite des actions menées au Congo

A l'occasion de la traditionnelle cérémonie de la fête nationale du 14 juillet à Brazzaville, l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, a saisi cette opportunité pour faire le bilan du chemin parcouru ainsi que les perspectives de coopération entre les deux pays durant les prochaines années.

Dans son discours prononcé devant le Premier ministre, Collinet Makosso, et le ministre des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso, l'ambassadeur de France, François Barateau, a relevé, au prime abord, le caractère séculaire des relations qui lient les deux pays. Tout en soulignant les succès de la coopération entre les deux pays durant les quatre ans de sa mission diplomatique au Congo. L'occasion lui a permis d'énumérer les différentes réalisations et actions qui constituent pour lui une satisfaction.

L'ambassadeur a parlé de la France qui a soutenu le Congo dans divers domaines : la reprise de ses relations avec le Fonds monétaire international (FMI), la formation des formateurs et la valorisation du capital humain, le projet de l'afforestation, la préservation de la biodiversité, la protection de l'environnement dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, et dans l'organisation du sommet des trois bassins forestiers de la planète.

En effet, il se réjouit d'avoir vu le Congo parvenir à redresser ses perspectives économiques, « avec courage et efficacité », malgré la crise sanitaire à laquelle le gouvernement a fait face. « La France

est fière de contribuer à la meilleure mise en œuvre possible de l'indispensable réforme de la gouvernance publique que conduisent les autorités, avec l'aide du FMI, en vue de consolider les fondamentaux de l'économie », a indiqué le diplomate français.

S'agissant de la crise sanitaire de la Covid-19, qui a révélé les faiblesses du monde, François Barateau pense qu'il s'agit « de repenser et de mettre en œuvre de nouvelles relations plus équilibrées, une solidarité renforcée, plus que jamais », afin de pouvoir faire face, a-t-il dit, aux nouveaux défis actuels dont la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité.

A l'approche du sommet des trois bassins (l'Amazonie, le Bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est) qui se tiendra en octobre prochain à Brazzaville, l'ambassadeur de France a salué le « farouche plaidoyer international que mène Brazzaville en faveur de la prise en compte et de la juste valorisation du remarquable trésor environnemental que constituent les forêts et les tourbières du bassin du Congo... ». La France, a-t-il ajouté, « se flatte avec d'autres



François Barateau délivrant son message Adiac

partenaires européens d'appuyer les ambitions congolaises et régionales ». Il se félicite aussi de « la vitalité constante » de l'école Génie travaux (EGT) de Kintélé.

En outre, l'ambassadeur de France a renouvelé « ses sincères remerciements » au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour « son geste fort » aux travaux d'extension du lycée Saint-Exupéry de Brazzaville ainsi que la mise en place « d'un ambitieux projet de modernisation pédagogique ».

Des projets à réaliser

Au chapitre des projets à réaliser, l'ambassadeur a mentionné la rénovation « programmée » de deux antennes de l'Institut français du

Congo, à Brazzaville et à Pointe-Noire, l'amélioration du climat des affaires au Congo, la formation et la mobilité « croisée des jeunes congolais, français et européens, futures élites de leur pays, ainsi que pour le renforcement de la société civile ». Il a suggéré de rendre « plus visible et compréhensible » le travail des membres de « l'Equipe France au Congo ». Et, il a salué « l'émergence internationale, encore frémissante mais prometteuse et irréversible de l'Afrique ».

François Barateau, qui est arrivé au terme de son mandat diplomatique au Congo, a annoncé l'arrivée bientôt d'un nouvel ambassadeur, une dame, en l'occurrence Claire

Bodonyi. Au cours de la soirée, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a accordé une interview dans laquelle il a loué « l'excellence » des relations d'amitié entre les peuples français et congolais, matérialisées par de nombreuses actions de la France.

« Nous célébrons l'action de la communauté française au Congo, en termes de développement économique. La France est l'un des grands partenaires bilatéraux, non seulement de par la nature de la coopération, mais aussi de par l'importation des entreprises françaises en République du Congo », a rappelé le Premier ministre.

Yvette Reine Nzaba

FAIRE-PART

Mon père, ma fierté, mon modèle, mon héros



Depuis que j'ai eu l'âge de la raison, j'ai grandi en côtoyant un père fort, aimant, amusant, courageux, dévoué, intelligent et travailleur infatigable. Je me souviens d'un père modèle, qui était toujours présent pour sa famille, qui l'entourait de tant de chaleur, d'amour, de protection et de paix. Un père toujours soucieux du bien-être de sa famille et de la bonne éducation de ses enfants.

On le respecte beaucoup, non pas du fait de son rang de ministre d'État, mais parce que tout son être dégage et inspire le respect. Pourtant, il est caractérisé par une si grande humilité, simplicité et générosité. Il est lui-même respectueux, tolérant, posé mais enjoué, juste et honnête.

C'est un homme très sociable, instruit et bien éduqué; bref, un vrai gentleman.

Cet homme, c'est mon père!

Joyeux anniversaire mon papa d'amour

Raïssa Oba Okoumou

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L11 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L12 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L18 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00

TÉLECOMS

Adam Bombole choisi pour relever des défis à la SCPT

La relance de la Société commerciale des postes et télécommunications –SCPT- (ex-OCPT) s'avère un défi important à relever par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, au regard de la concurrence avec d'autres entreprises opérant dans le secteur des télécoms au pays.

Personnalité politique intègre et administrateur des sociétés, Adam Bombole revient en fait dans cette entreprise au sein de laquelle il avait assumé les mêmes fonctions de 2005 à 2006, il y avait laissé de bons souvenirs avant de démissionner. Il l'a rappelé dans son tweet où il exprime sa gratitude à Dieu et au président de la République : « *Que gloire et gratitude renouvelée soient rendues à Dieu, Miséricordieux, qui agit au regard de son agenda. Vifs remerciements au président de la République pour ma nomination en qualité de président du conseil d'administration de la SCPT (ex-OCPT). Entreprise où j'avais occupé la même fonction pendant une année (2005-2006). Dévouement et abnégation seront le moteur de mon mandat. Que Dieu nous garde* ».

Le choix porté sur lui par Félix Tshisekedi n'est pas du tout fortuit. Adam Bombole est une personnalité qui inspire la crédibilité. Alors cadre influent du Mouvement de libération du Congo (MLC) et candidat de l'Union pour la nation, il est victime d'une machination électorale au poste de gouverneur de la ville province de Kinshasa, battu malicieusement par André Kimbuta alors candidat du pouvoir en place en 2006, cela après avoir battu le record des voix aux législatives ayant été le député national dans la circonscription de la Lukunga et député provincial de la ville de Kinshasa. En 2011, il pose sa candidature à la présidentielle en assurant avoir l'assentiment du président du parti, Jean-Pierre Bemba, détenu à la Cour

pénale internationale à La Haye aux Pays-Bas. Mais la direction du parti sur place à Kinshasa l'exclut du MLC. Aussi se présente-t-il alors comme candidat indépendant.

Dans sa vision de gestion de la res publica, il propose un mécanisme permettant à un plus grand nombre de Congolais de se lancer, comme lui, dans les affaires, en prévoyant une juste répartition des richesses nationales. Il élabore un projet de société avec objectif de changer la gestion du pays en bannissant la mafia, le tribalisme, la corruption, la tricherie et le clivage est-ouest. Préoccupé par la situation sociale, Adam Bombole promet la création d'emplois, l'amélioration de la desserte en eau et en électricité et la gratuité de l'enseignement primaire. Mais il termine à la 8e place, contestant du reste, de graves irrégularités constatées lors du déroulement du vote.

En 2014, Adam Bombole fonde le parti politique d'opposition Ensemble changeons le Congo, Adam Bombole apporte son soutien dans un premier temps à Moïse Katumbi pour l'élection présidentielle, en adhérant à la plateforme politique Ensemble pour le changement. Mais au regard de l'évolution politique surtout dans l'opposition avec la dislocation, et le fait que Moïse soit empêché de poser sa candidature à la présidentielle, Adam Bombole se positionne en faveur de Félix Tshisekedi qui à la fin est élu président de la République en décembre 2018. En 2019, il se désiste lors des élections sénatoriales de 2019, dénonçant la corruption de certains députés provinciaux. Et en



Adam Bombole

octobre 2020, il intègre l'Union sacrée de la nation, plateforme politique créée par Félix Tshisekedi.

S'inscrivant dans la lutte contre la corruption et d'autres anti-valeurs, Adam Bombole, bien que réservé, effectue des sorties pertinentes sur la place publique, avec des propos interpellateurs, stigmatisés l'administration de la justice en République démocratique du Congo. Dans l'un de ses tweets, il propose la création d'un parquet financier : « *Les jugements rendus par les tribunaux et les classements sans suite de nombreux dossiers, suite aux contrôles et conclusions de l'IGF incitent à croire que cette dernière n'est qu'un épouvantail qui n'effraie plus personne. La seule alternative crédible pour lut-*

ter efficacement contre la corruption et les détournements demeure la création et la mise en place d'un parquet financier avec pleins pouvoirs de coercition ».

En apprenant l'assassinat de l'ancien ministre des Transports et Porte-parole du parti politique Ensemble pour la République, Chérubin Okende, Adam Bombole a posté ce tweet : « *Consternation et tristesse m'envahissent à la suite de l'odieux assassinat d'Okende. Sincères condoléances attristées à sa famille biologique, à ses proches et à sa famille politique. Paix éternelle à son âme. Tout doit être mis en œuvre pour retrouver ses assassins. Que Dieu nous garde* ».

Guéri de la Covid-19 après dix jours de maladie en 2021, Adam

Bombole a toujours été un battant. Il déclarait ceci en mars 2020 lorsque les premières mesures restrictives sur la pandémie étaient prises au pays : « *Le test positif au coronavirus n'est pas une fatalité ou une condamnation certaine à mort ! La Covid-19 se traite si vous vous manifestez à temps. Arrêtons de stigmatiser ceux qui sont testés positifs, pour éviter le repli sur soi d'éventuels contaminés !* ». Assez discret mais aussi grand mécène, Adam Bombole est depuis belle lurette adulé par les stars de la chanson au pays, particulièrement le chanteur JB Mpiana qui l'a immortalisé à plusieurs reprises dans ses chansons. L'on n'occulte pas sa passion pour les sports, lui qui a aussi été président de la Ligue nationale de football.

Heureuse coïncidence, sa nomination à la tête de la SCPT intervient un jour après son remariage, le 7 juillet, à Johannesburg en Afrique du Sud, 8 ans après le décès tragique de son épouse Jeannette Bombole dans le nord de la France, lui qui continue d'honorer sa mémoire et de fleurir sa tombe. C'est donc en vrai « bourgeois gentilhomme » de 66 ans que le « grand saoudien » refait merveilleusement sa vie avec Meghna Sharma, la belle et magnifique métisse. La nomination d'Adam Bombole comme président du conseil d'administration de cet opérateur public des postes et télécoms est une réponse au souci de la rigueur et de l'orthodoxie de gestion. L'on n'omet pas que Sandra Tshibangu et Jolino Makelele ont été nommés respectivement directrice générale et directeur général adjoint de la SCPT.

Martin Engimo

ASSISTANCE À LA POPULATION DE L'EST

L'UNFPA en quête de financement

L'agence onusienne vient de prendre la salutaire décision d'intensifier ses interventions dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri déchirées, depuis plusieurs années, par des guerres interminables.

Ce à la suite de la crise sécuritaire prolongée et sans précédent qui sévit dans cette partie du pays à laquelle s'ajoutent les épidémies et catastrophes naturelles. Pour atteindre ses résultats dans le cadre de ce passage à l'échelle, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a un besoin financier de dix-huit millions huit cent cinquante mille dollars américains pour une période de six mois. A ce jour, indique un communiqué de presse de cette agence onusienne, l'organisation a seulement mobilisé trois millions soit 16%. Pour combler le gap financier de quinze millions huit cent cinquante mille dollars américains soit 84% de financement à

mobiliser, l'UNFPA lance un appel de fond afin de lui permettre de continuer de travailler avec les autres partenaires et les donateurs pour conduire les interventions qui améliorent la vie de la population de l'Est et pour la mobilisation des ressources en vue de soutenir des efforts en cours de la communauté humanitaire et du gouvernement congolais.

Annouçant l'intensification des interventions humanitaires de son organisation dans les provinces ciblées, le représentant résident de UNFPA, Dr Eugene Kongnyuy, a reconnu « *l'ampleur énorme des besoins humanitaires et la nécessité d'y apporter une réponse appro-*

priée ». L' UNFPA, a-t-il renchéri, a décidé d'intensifier ses opérations dans l'est de la République démocratique du Congo afin d'assurer une réponse plus efficace et à grande échelle. « *Ces interventions permettront de renforcer les services de santé sexuelle et reproductive et de protéger spécifiquement les femmes et les filles contre les violences basées sur le genre* », a-t-il déclaré. Dans le cadre de ce renforcement des interventions, une équipe d'une douzaine de spécialistes a, d'ores et déjà, été déployée à l'Est pour soutenir le personnel de l'UNFPA présent sur le terrain.

C'est ainsi que plusieurs activités sont en train d'être menées

dans les trois provinces. Il s'agit, par exemple, de plus de mille femmes et filles enceintes et autres personnes vulnérables et déplacées affectées par les conflits au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri qui ont reçu une assistance sous forme de kits de dignité, cela en plus du soutien médical, psychosocial, juridique et judiciaire pour les victimes de violences sexuelles, y compris leur réintégration socio-économique. Outre les activités liées à l'accès aux services de planification familiale et à la gestion des maladies sexuellement transmissibles, l'UNFPA a fourni aux centres de santé des kits de santé sexuelle et reproductive afin d'améliorer les soins de santé.

Par ailleurs, l'UNFPA a mis à la disposition des centres de santé des kits de santé de la reproduction pour améliorer la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive. En tant qu'agence des Nations unies chargée de la santé sexuelle et reproductive, l'UNFPA a organisé des activités au Nord-Kivu dans les cliniques mobiles qu'il a installées dans les sites de déplacés internes de Rusayo, Bulengo et Kanyaruchinya dans lesquelles des services et informations sur la santé de la reproduction, violence basées sur le genre et exploitation et abus sexuels ont été offerts gratuitement aux femmes et filles.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION CULTURELLE

Trois couples congolais honorés par la Maison russe

À l'occasion de la Journée de la famille, de la fidélité et de l'amour, commémorée le 8 juillet de chaque année en Russie, les couples Djombo, Okiokoutina et Galessami, se sont vus être décorés par la Maison russe, le 15 juillet à Brazzaville.

La Journée de la famille, de la fidélité et de l'amour, s'inspire de la vie de couple du prince Pierre et de la princesse Fevronia, dont l'histoire d'amour n'a pas été facile, mais qui a surmonté les obstacles. Ce, au point de devenir un modèle en Russie.

« Cette semaine a été une semaine assez particulière dans les relations entre la Russie et le Congo. On a commencé par la Semaine culturelle croisée, dont la première partie consistait à faire venir les artistes russes au Congo pour des prestations artistiques.

Et on voulait finir cette célébration avec la décoration de couples congolais qui, soit se sont rencontrés en Russie, ex Union soviétique, soit ont passé beaucoup de temps là-bas et même eu des enfants en Russie », a fait savoir Maria Fakhruddinova, directrice de la Maison russe.

Ainsi, pour les trois couples honorés, à savoir Henri et Nathalia Djombo, Norbert et Micheline Okiokoutina, Claver et Léa Galessami, ce fut un véritable honneur. Chaque couple décoré entretient effectivement une relation particulière avec la Russie. Henri et Nathalia,



Les couples congolais honorés posant avec la directrice de la Maison russe Adiac

par exemple, se sont connus en Russie, se sont mariés en 1975 et ont respectivement terminé leurs études en 1976 et 1977 avant de regagner le Congo.

« Notre émotion est grande. Nous sommes reconnaissants à l'égard de la Maison russe. Les couples qui se sont mariés en Union soviétique ont été nombreux mais tous n'ont pas abouti. Je me réjouis que ma femme et moi avons créé des

conditions d'entente qui nous ont permis, dans la solidarité, d'élever nos enfants pour en faire des hommes », a déclaré Henri Djombo, dont l'épouse a été empêchée pour des raisons de santé.

Comme le couple Djombo, Claver et Léa Galessami, se sont également rencontrés en Russie en 1986 et y ont eu leur premier fils en 1990, avant de se marier officiellement au Congo en 1999. Par contre, Norbert et Miche-

line, ont eu l'opportunité de séjourner en Russie par le biais de la formation militaire de l'époux. Et durant ce séjour, ils ont vu naître l'une de leur fille.

« Je tiens avant tout à remercier les présidents et les gouvernements de nos deux pays qui ont permis ma formation en Union soviétique, en compagnie de mon épouse. De tout cœur, je remercie aussi la Maison russe pour le choix porté

sur notre couple. Cela nous motive à continuer d'observer une attitude conciliable, caractérisée par l'amour, la fidélité et qui concourt à honorer la famille dans son essence originelle », s'est réjoui Norbert Okiokoutina.

S'il est vrai que la question du mariage ne date pas d'aujourd'hui, il est cependant courant de voir des couples se séparer peu après l'officialisation de leur union. Une triste réalité que l'ancien ministre de l'Économie forestière et aussi écrivain, Henri Djombo, a déploré tout en prodiguant quelques conseils à la jeunesse.

« Avant de se marier, il faut se connaître et savoir pourquoi on se marie. Si c'est par enthousiasme, ce ne sera pas une œuvre durable. Si c'est par contrainte, ce sera également la même chose. Le mieux, c'est de savoir choisir le partenaire qui mérite de nous accompagner toute notre vie. Nous avons chacun son caractère, sa culture. Mais, à deux, il faut faire l'effort de rapprochement pour instaurer l'harmonie au sein du couple », a-t-il exhorté.

Merveille Jessica Atipo

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ÉTUDE D'IMPACT DU PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) N° 015 CAB/PDAC/2023

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Il est entré en vigueur le 30 avril 2018 et sera clôturé le 31 décembre 2023.

Pour faire une évaluation quantitative et qualitative des impacts engendrés par les actions du projet (2018 à 2023) et recueillir le niveau de satisfaction des bénéficiaires, le projet lance le présent avis pour le recrutement d'un cabinet répondant aux critères ci-après :

- être un cabinet de gestion des projets et programmes de développement
- avoir une expérience d'au moins 10 ans dans la préparation et l'exécution des enquêtes socio-économiques
- avoir réalisé au moins 2 missions similaires notamment dans l'évaluation des impacts de projets et programmes et les enquêtes de satisfaction des bénéficiaires.

L'équipe comprendra :

- un chef de mission : un expert spécialisé dans les questions d'impact de projet de développement, ayant un diplôme supérieur (doctorat ou master) en statistiques, démographie, économie, sociologie ou équivalent ; une expérience de 10 ans au moins dans la réalisation des enquêtes et études socio-économiques ; une bonne connaissance des méthodes d'échantillonnage ;
- un Spécialiste en Développement Rural (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions d'analyse des données de production et de commercialisation des produits agricoles ;
- un expert en infrastructures rurales (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions d'analyse économiques des impacts générées par la construction des infrastructures.
- Un sociologue (Bac+5) avec une expérience avérée d'au moins 2 missions de conduite des enquêtes qualitatives ;
- un expert en informatique (Bac+3 au moins), avec une expérience d'au moins 2 missions de gestion des données d'enquêtes (création de masque de saisie, apurement des données, traitement et sortie des tableaux d'analyse...)

Sur cette base, le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur les qualifications des consultants (QC) conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés au siège du PDAC ou obtenus par courriel. Les dossiers de candidature seront déposés, au plus tard le mercredi 26 juillet 2023, à l'adresse suivante : Unité Nationale de Coordination du PDAC, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8h00 à 16h00.

Fait à Brazzaville, le 05 JUL 2023
Coordonnateur National,
ONDOKI

FESPAM 2023

Le Maroc se réjouit de sa présence

Vingt quatre heures avant le lancement de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), la délégation marocaine, conduite par Mustapha Messoudi, a été reçue en audience le 14 juillet par Lydie Pongault, ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs.

Au cours de cette rencontre, Mustapha Messoudi, vice-ministre marocain de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, a manifesté toute sa reconnaissance et sa joie de voir parmi les artistes participant à la onzième édition du Fespam, la délégation marocaine. « *La partie marocaine compte une forte délégation qui participera à l'événement, dont un expert parmi les formateurs aux master classes. Merci à la ministre pour l'invitation* », a déclaré Mustapha Messoudi. Il a, dans cette même perspective, invité le public congolais à venir découvrir le génie artistique de son pays. « *Le Maroc dispose d'une grande diversité culturelle en matière de musique. Et grâce à cette édition du Fespam, le public brazzavillois aura l'occasion de la découvrir* », a-t-il fait savoir.

En marge de ce séjour, a-t-il souligné, le Maroc entend inscrire au futur musée national deux instruments de musique marocains, le loutar représentant la diversité culturelle ma-



Lydie Pongault recevant le tableau offert par Mustapha Messoudi/DR

« Le Maroc dispose depuis quarante ans de trois instituts d'aspect culturel, notamment en théâtre, archéologie et des arts. En notre qualité de chargés des questions de la jeunesse et de la culture, nous en avons profité d'en parler avec la ministre Lydie Pongault. A ce propos, nous planifions de mettre en place un agenda, en vue d'un cadre et d'un accord de partenariat pour le développement de la culture sur notre continent africain »

rocaïne et l'autre, le gnaoua, récemment inscrit au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco. Et outre ces deux sujets, Mustapha Messoudi et Lydie Pongault ont également échangé sur la coopération et le partenariat entre le Maroc et le Congo en matière d'industrie culturelle et touristique, et de formation académique.

« *Le Maroc dispose depuis quarante ans de trois instituts d'aspect culturel, notamment en théâtre, archéologie et des arts. En notre qualité de chargés des questions de la jeunesse et de la culture, nous en avons profité d'en parler avec la ministre Lydie Pongault. A ce propos, nous planifions de mettre en place un agenda, en vue d'un cadre et d'un accord de partenariat pour le développement de la culture sur notre continent africain* », a-t-il confié.

Au terme des échanges, Mustapha Messoudi a offert un tableau en bois, en signe d'amitié, à la ministre Lydie Pongault.

Merveille Jessica Atipo

SEMAINE CULTURELLE CROISÉE RUSSIE-CONGO

Clôture de la première édition

C'est par le spectacle de danse vivant du groupe russe Vainakh que la Semaine culturelle croisée Russie-Congo a clos sa toute première édition le 13 juillet dernier, à Brazzaville. Pour la seconde phase de l'événement, les artistes congolais sont attendus à Saint-Pétersbourg en septembre.

La seconde phase de l'événement aura lieu à Saint-Pétersbourg en Russie en septembre. Durant environ 1h 30 minutes, le groupe Vainakh, avec ses quarante-cinq musiciens et danseurs, a fait voyager le public brazzavillois au nord de la fédération de Russie. Les douze tableaux chorégraphiques interprétés par ce groupe puisent leur richesse dans la culture et la tradition du peuple tchéchène qui forme le plus grand groupe ethnique natif du Caucase du Nord. Au cœur des cantiques et danses exécutés avec une grande maîtrise sur la scène du Palais des congrès, plusieurs épisodes de vie sous diverses thématiques : la joie, l'amour, la paix, les montagnes, le temps, l'amitié...

« *C'était un moment fabuleux de voir le groupe Vainakh sur scène. Ils étaient élégants et coordonnés. Grâce à la Semaine culturelle croisée Russie-Congo, j'ai aimé les découvrir, mais surtout apprécié leur culture, totalement différente de la nôtre en matière de danse* », a confié Grâce Malanda, une jeune Brazzavilloise.



Le groupe Vainakh sur scène/La congolaise242

Pour Gueorgui Tchepik, ambassadeur de Russie au Congo, ce genre de partage culturel est toujours important car il permet aux différents peuples de mieux se connaître, et donc de s'apprécier en dépit des différences existant entre eux. « *Cet événement c'est la fusion des cultures, et bien évidemment l'amitié traditionnelle entre la Russie et le Congo. La présence des artistes russes à Brazzaville à la veille du Fespam témoigne de cette fusion. Au stade Alphonse-Massamba*

-Débat, durant le Fespam, il est prévu également la prestation des artistes russes tchéchènes, durant une dizaine de minutes », a-t-il déclaré.

Dans le même contexte, Gueorgui Tchepik a salué la contribution du ministère de l'Industrie Culturelle, Artistique, Touristique et des Loisirs pour la tenue de cet événement. Pour la ministre de tutelle, Lydie Pongault, c'est avec beaucoup d'émotion et de plaisir que le Congo a pu apporter sa pierre à l'édifice pour la

réussite de cette initiative qui, selon elle, renforce la coopération culturelle.

Rappelons que la première édition de la Semaine culturelle croisée Russie-Congo s'est tenue du 11 au 13 juillet à Brazzaville autour d'une panoplie d'activités artistiques allant de la musique, la natation synchronisée, la gastronomie et la danse. Par ailleurs, le groupe Vainakh a tenu un atelier de percussion russe le 14 juillet au profit des artistes nationaux.

M.J.A.

ARTS MARTIAUX

Les Diables rouges judo congratulés

Après avoir participé brillamment au tournoi préparatif aux sixièmes jeux de la Francophonie, les judokas congolais, qui ont remporté onze médailles, dont trois en argent et huit en bronze ont été reçus puis félicités par le ministre des Sports, Hugues Nguélonché, le 14 juillet.

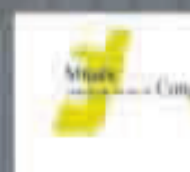
Le ministre a, en effet, apprécié le dynamisme des athlètes qui reviennent sur la scène internationale après huit ans d'absence. Hugues Nguélonché a demandé que les athlètes améliorent leur niveau et maintiennent la constance lors des compétitions de haut niveau.

Pour sa part, le président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées, Me Francis Neyl Ata, a signifié que la compétition qui a permis au Congo de remporter onze médailles a été organisée par la Fédération internationale de judo (FIJ) et ses athlètes n'ont pas fait piètre figure. Trois pays (la République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Angola) ont participé à cette compétition. Il a rappelé que le Congo continue de travailler avec la FIJ, afin de mettre définitivement fin à la sanction dont sont victimes les judokas congolais. Rendez-vous est ainsi pris pour les Jeux de la Francophonie, prévus du 28 juillet au 6 août prochain à Kinshasa.

Rude Ngoma



ASSOCIATION BANTU CULTURE EN PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE
GALERIE DU BASSIN DU CONGO



Organise

TOKUTANA

EXPO


Exposition Collective
des artistes peintres de Brazzaville


THEME:

*De l'identité à la
renaissance de nos cultures*

 Du 14 juillet au 13 Aout 2023

VERNISSAGE LE VENDREDI 14 JUILLET

 **MUSÉE Galerie du Bassin du Congo (Les Dépêches de Brazzaville)**

 **16H** Entrée : Gratuite



 +242 064 233 244 / +242 050 004 345 / +242 066 667 065

NIGERIA

La légende Jay Jay Okocha devient ministre des Sports

L'ancien international nigérian et capitaine des Super Eagles, Augustine Okocha « Jay Jay » a été nommé ministre des Sports, de la Jeunesse et du développement du Nigeria, son pays.



L'ancien joueur de Paris Saint-Germain a, en effet, bénéficié de la confiance du nouveau président nigérian, Bola Tinubu. Il aura pour mission de redorer le blason du sport nigérian en perte de vitesse sur le continent ainsi que sur l'échiquier mondial. Son charisme et son leadership sont les qualités qu'il peut explorer pour relever les challenges importants, comme doter son pays de nouvelles infrastructures sportives ou améliorer l'existant et inciter la jeunesse nigériane à se mettre davantage au Sport.

Jay Jay Okocha, qui fêtera ses 50 ans dans à peu près un mois, est né le 14 août 1973 à Enugu, au Nigeria, marié et père de deux enfants. En 73 sélections en équipe nationale de 1993 à 2006, Jay Jay Okocha a été respectivement champion olympique en 1996, vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations 1994, et élu meilleur joueur de la CAN 2004.

J.G.E.

HUMEUR

Quand la trahison divise ...

Nombreux sont des Congolais qui hier étaient soudés comme l'arbre et l'écorce, mais aujourd'hui, à cause de la trahison, se regardent en chiens de faïence. Cette réalité est perceptible dans toutes les sphères de la vie sociale et cause de sérieux ennuis au vivre ensemble et à la cohésion sociale.

Dans tous les milieux, la trahison devient de plus en plus un fléau à combattre car elle déconstruit les équilibres sociaux et crée la discorde. Un foyer conjugal bien soudé, dans lequel les deux partenaires ont pris des engagements responsables et respectés devant leurs familles respectives et l'officier d'état civil, n'est pas loin de se disloquer à cause de la trahison.

Cette réalité est presque vécue à chaque moment au niveau politique, où des accords signés ici et là et à n'importe quelle occasion volent souvent en éclat. Des groupements politiques qui se voient trahis font des déclarations intempestives dans des médias pour signifier leur nouvelle position.

Que dire des assemblées religieuses, surtout celles dites de réveil ! La trahison est devenue une cure susceptible d'être partagée par tous les fidèles. A une moindre incompréhension qui peut être due aux problèmes de gestion des fidèles ou des fonds de l'église, c'est la trahison qui s'installe et cause la séparation de ceux-là qui se réussissaient pour un seul et même idéal divin.

Au niveau des administrations, par exemple, des trahisons qui éclatent au grand jour créent des clans et entraînent des dysfonctionnements de celles-ci pour des résultats au rabais. Et c'est le rejet mutuel et réciproque des agents composant l'entité administrative.

Dans des quartiers, certains chefs de bloc et de zone n'arrivent plus à se mettre sur une même table et recenser les fléaux récurrents qui minent leurs entités à cause de la trahison. Ce même comportement est constaté dans des villages et campagnes où des chefs se complaisent à monter des fiches mensongères contre les autres. De la trahison qui conduit aux déchirements en causant un grand préjudice au vivre ensemble. Nous ne pourrions pas continuer à décrire cette attitude sans épingle ce qui se passe au niveau de certaines institutions de la République. Il est temps que cette attitude quitte nos mentalités car, comment espérons-nous arriver au vivre ensemble si cette antivaleur continue de nous ?

Faustin Akono

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2026

Les Diabes rouges fixés sur leurs adversaires

La Confédération africaine de football a dévoilé, le 13 juillet, au terme d'un tirage au sort, la composition des groupes des éliminatoires de la Coupe du monde zone Afrique. Le Congo est dans un groupe aussi relevé avec le Maroc, la Zambie, la Tanzanie, le Niger et l'Erythrée.

Sous le coup d'une exclusion, le Congo a été autorisé à disputer les éliminatoires. La lettre de garantie adressée par le gouvernement congolais à la Fédération internationale de football association pour payer la somme due à Sébastien Migné, l'ancien sélectionneur des Diabes rouges, avant le début des éliminatoires a fait pencher la balance.

Un engagement à honorer au plus vite d'autant plus que les éliminatoires zone Afrique sont programmés sur près de deux ans, entre novembre 2023 et octobre 2025. Les deux premières journées se dérouleront les 13 et 21 novembre prochains. Les neuf premiers de chaque groupe seront directement qualifiés. Les quatre meilleurs deuxièmes se disputeront des barrages dont le vainqueur tentera d'obtenir un ultime ticket via un tournoi de qualification intercontinental prévu en mars 2026. Il y a donc une possibilité pour un dixième représentant africain. C'est inédit. Les Diabes rouges du Congo ne sont pas les favoris dans ce groupe E. Les Lions de l'Atlas le sont logiquement.

Première sélection africaine à jouer une demi-finale de la Coupe du monde, le Maroc semble bien armé pour assurer sa septième participation à la phase finale après 1970, 1986, 1994, 1998, 2018 et 2022. Dans ce groupe aucune sélection, à part celle du Maroc, n'a jamais disputé une phase finale de la Coupe du monde. Le Congo a manqué de justesse la qualification en 1998 en se faisant devancer de justesse par l'Afrique du Sud. Les Diabes rouges doivent donner le meilleur d'eux-mêmes dans cette



Les Congolais savent à quoi s'en tenir/Adiac

compétition pour écrire une nouvelle page du football congolais. Dans le football tout peut arriver d'autant plus que les résultats sont le fruit d'une bonne préparation.

Groupe A : Égypte, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Sierra-Leone, Ethiopie, Djibouti.

Groupe B : Sénégal, République démocratique du Congo, Mauritanie, Togo, Soudan, Soudan du Sud.

Groupe C : Nigeria, Afrique du Sud, Bénin, Zimbabwe, Rwanda, Lesotho.

Groupe D : Cameroun, Cap-Vert, Angola, Libye, Eswatini, Île Maurice.

Groupe E : Maroc, Zambie, Congo, Tanzanie, Niger, Erythrée.

Groupe F : Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Gambie, Burundi, Seychelles.

Groupe G : Algérie, Guinée, Ouganda, Mozambique, Botswana, Somalie.

Groupe H : Tunisie, Guinée équatoriale, Namibie, Malawi, Liberia, Sao Tomé-et-Principe.

Groupe I : Mali, Ghana, Madagascar, Centrafrique, Comores, Tchad

James Golden Eloué

IN MEMORIUM

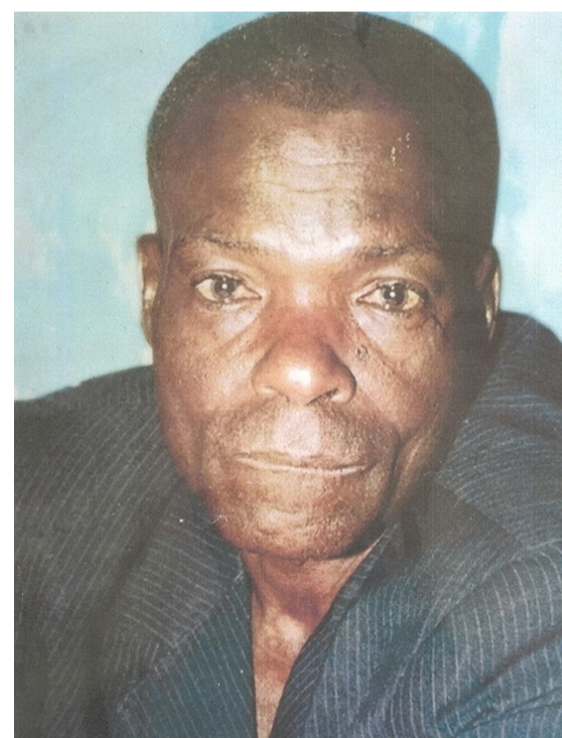
Gaston BOMBO EYEMBET

17 juillet 2011 - 17 juillet 2023, voici douze (12) ans, jour pour jour, que le Seigneur a rappelé à lui notre très chère père, Gaston Bombo Eyembet.

La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher. En cette date de triste anniversaire, les enfants Bombo, Ndeba et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Papa Gaston, tes conseils, ta générosité, ton humilité et ton amour pour ton prochain resteront toujours en nous comme références.

Que ton âme repose en paix.



OFFRE D'EMPLOI

Poste : Directeur de ressources humaines

Exigences :

1-Diplôme : Licence +

2-Age : 30 ans - 40 ans

3-Sexe : non exigé

4-Langues requises : maîtriser bien le français, pouvoir communiquer par l'anglais

5- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les ressources humaines en particulier dans le domaine de recrutement, de gestion du personnel et de

résolution des conflits du travail

6-Connaitre bien la législation et la réglementation locales du travail, maîtriser des règles et des procédures spécifiques de la sécurité sociale, des soins médicaux, des impôts de salaires que le gouvernement impose, ainsi qu'avoir de l'expérience professionnelle y relative

7-Expérience de la résolution des conflits du travail dans le local

8-Etre Honnête et franc et avoir une expérience professionnelle fiable et traçable

Pour en savoir plus ; coordonnées : 242 05 550 30 42

FESPAM

Denis Sassou N'Guesso a donné le coup d'envoi de la 11^e édition

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a lancé le 15 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), en présence des corps constitués nationaux et étrangers.



Spectacle à l'ouverture du Fespam/DR

« Je déclare ouverte la onzième édition du Festival panafricain de musique. Que la fête commence et qu'elle soit belle ! », a lancé le chef de l'Etat congolais, peu après l'exécution des hymnes de la République du Congo et de l'Union africaine. Des mots suivis d'un spectacle de feux d'artifice multicolores qui a mis tout le public en extase.

Le Fespam est enfin de retour après 8 ans d'éclipse. L'Afrique et le reste du monde sont heureux de se retrouver de nouveau, dans la capitale congolaise, pour célébrer la culture, la diversité musicale, les arts et, singulièrement, de magnifier la créativité et les talents des artistes. « Aujourd'hui, à Brazzaville, l'Afrique est présente pour manifester sa diversité culturelle, mais aussi et surtout son unité, sa capacité à faire bloc. Ce festival est l'occasion de repenser la conservation de notre patrimoine musical dans la recherche scientifique, mais aussi de poser les bases qui permettront de structurer les indus-

tries culturelles et créatrices. Je souhaite à tous un bon festival. Vive la culture ! », a indiqué Lydie Pongault, ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs.

Prévue du 15 au 22 juillet, cette édition du Fespam, qui se tient au lendemain de l'inscription de la rumba congolaise sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité, a pour thème « La rumba congolaise : envol de la base identitaire vers les vertices du patrimoine de l'humanité ». Ce thème évocateur offre l'opportunité de revisiter l'histoire de la rumba congolaise depuis sa création jusqu'à sa consécration mondiale. Le directeur régional de l'Unesco pour l'Afrique centrale, Paul Coustere, a rappelé que la rumba congolaise est un facteur de développement. « Nous croyons fermement au potentiel de développement économique porté par la rumba, car elle peut constituer un moteur puissant pour le développement des industries culturelles

et créatrices ici en République du Congo comme ailleurs sur le continent africain. D'où la nécessité de réfléchir ensemble aux moyens nouveaux de sauvegarde et de promotion de la rumba », a-t-il renchéri.

A travers une programmation riche et variée, la onzième édition du Fespam va faire vibrer Brazzaville et ses environs aux rythmes endiablés des sonorités venant des différents coins de l'Afrique. Au menu des spectacles, des symposiums et un marché de la musique africaine. « J'ose espérer que tous les professionnels réunis pour cette édition donneront le meilleur d'eux-mêmes pour combler les attentes des amoureux de la bonne musique », a signifié Hugues Gervais Ondaye, commissaire général du Fespam. Il a également rendu un vibrant hommage au président Denis Sassou N'Guesso, pour son engagement en faveur de la relance de ce grand rendez-vous scientifique et culturel du continent.

Merveille Jessica Atipo

Six groupes animent la soirée d'ouverture

La soirée d'ouverture de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam) a débuté par un show chorégraphique de plus d'une demi-heure, liant la tradition à la modernité, donné par une pluralité des groupes tradi-modernes congolais, sous la chorégraphie d'Akramogé du Musée d'art.

Les prestations des sept groupes prévus pour la soirée ont débuté par les Bantous de la capitale. Cet emblématique groupe a interprété les chansons « Comité Bantous », « Rosalie », « Choisi », « Christina ». Après le tour est revenu à l'un des artistes phares de la musique urbaine, Diesel Gucci. Ce dernier a fait une entrée applaudie par le public. Il a joué ses chansons très prisées par la jeunesse telle que « Moto ya Charisme », « Yo nani ».



Roga-Roga clôturant la soirée d'ouverture/Photo Nimi

L'un des deux artistes étrangers invités à la cérémonie d'ouverture est Sidiki Diabaté qui, avec son instrument traditionnel, a interprété l'hymne national du Congo « La Congolaise », avant d'entamer son show. Après sa prestation, il est allé remettre au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, son chapeau. Ferre Gola de la République démocratique du Congo, quant à lui, a commencé par une animation chorégraphique. Il a donné du tonus au show. L'artiste a fait une sortie par un acapella, avant d'entamer les chansons « Jugement » puis « Vita-Imana » dédiée au couple présidentiel congolais. Le même tonus a été répercuté par l'une des coqueluches de la jeunesse congolaise, Tidiane Mario, à l'instar de Diesel Gucci. Ses chansons ont été interprétées par le public qui l'a accompagné du bout au bout de sa prestation. La soirée musicale de l'ouverture de la onzième édition a été bouclée par Roga-Roga. La légende de la musique congolaise a donné une belle prestation marquée par le show à travers sa chanson « Bokoko », suivie de la danse « Jésus sur la croix » puis un extrait de la danse « Letingou » tirée de l'opus « Ndzoungou ». Notons que, bien auparavant, il y a eu une parade des drapeaux des cinquante-quatre pays africains et la prestation de la slameuse Mariusca Moukengué.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

Mieux vaut prévenir ...

Chacun d'entre nous le sait pour en avoir fait l'épreuve à un moment ou à un autre dans le cours de son existence : il vaut « mieux prévenir que guérir ». Autrement dit oser regarder la vérité en face et prendre à temps les bonnes dispositions qui permettront d'éviter un réveil douloureux après des mois, des années, des décennies de somnolence dont rien de bon ne pouvait sortir.

Cette réflexion de simple bon sens nous sommes de plus en plus nombreux d'observateurs de la scène internationale à la formuler sans que les appels à la raison lancés sur les cinq continents de la planète soient entendus par la sphère politique. D'où cette idée de simple bon sens selon laquelle il vaut mieux, en effet, préve-

nir à l'échelle mondiale les drames qui se précisent que guérir, c'est-à-dire attendre que le mal ait commencé de produire ses terribles effets.

Ce qui nous frappe le plus dans le moment présent, nous simples observateurs, est bien le fait que les dirigeants des grandes puissances – Chine, Europe, Etats-Unis, Inde, Russie ... – ne prennent concrètement aucune des mesures qui permettraient à l'humanité d'échapper aux désastres qui la menacent du fait de sa suractivité et de son mépris de la nature, de l'environnement. Continuant de parler, de bavarder, de renchéir plutôt que de chercher à s'entendre pour prévenir le pire, les « Grands » projettent aujourd'hui d'eux-mêmes l'image insupportable d'êtres humains inconscients,

égoïstes, détachés du réel.

Disons-le clairement ; une telle attitude est d'autant plus insupportable qu'elle rappelle tragiquement ce qui s'est passé par deux fois, dans le siècle passé, avec les deux guerres mondiales qui coutèrent la vie à des dizaines, des centaines de millions d'êtres humains, qui ravagèrent des régions entières de la planète et qui, contrairement aux apparences, n'ont résolu aucun problème planétaire. Tout se passe en réalité aujourd'hui comme si les terribles leçons données par ces conflits ne sont toujours pas perçues au plus haut niveau de la gouvernance mondiale.

Ce refus de regarder la vérité en face à Washington, à Moscou, à Beijing, à New-Delhi, à Paris, à Londres et autres

grandes capitales de ce monde laisse planer sur les temps à venir des menaces d'autant plus terribles que ces grandes puissances se sont dotées d'armes de destruction massive dont les effets seraient infiniment plus graves que ceux du siècle précédent. Un aveuglement collectif qu'il vaut mieux regarder en face avant qu'il produise ses effets inévitables.

A nous, simples observateurs des drames qui se préparent, de tirer la sonnette d'alarme avant qu'il soit trop tard et de rappeler qu'il vaut mieux prévenir que guérir car il n'y aura très probablement plus de guérison si le mal se concrétise dans les années à venir.

Jean-Paul Pigasse